

Guatemala : pays de la corruption éternelle ?



Loué comme le pays de l'Éternel Printemps en raison de sa végétation luxuriante et de ses paysages multicolores, le Guatemala ressemble en réalité aujourd'hui à un pays dans lequel les mauvaises pratiques et la corruption se sont installées afin de perdurer au détriment de la qualité de la vie de sa population, victime d'un dépouillement constant.

Une preuve en est le scandale qui a éclaté cette semaine lorsque l'ex-président Álvaro Colom, et 10 de ses ministres ont été arrêtés sous le soupçon d'avoir participé au détournement de 35 millions de dollars correspondant à la mise en place d'un système de transport dans la capitale du pays.

Selon les données fournies par le Parquet, le chef d'état et plusieurs de ses ministres ont signé un accord qui a permis le transfert à des entreprises privées d'importants fonds publics censés être utilisés dans la création du dit Transurbain, appelé supposément à résoudre le problème chronique du déplacement rapide et sûr de centaines de milliers de personnes dans la capitale.

Ces firmes ont, non seulement bénéficié de ses transferts, mais elles ont aussi reçu des subsides et le Congrès de la République les a exemptées du paiement d'impôts et, cependant, le voyage aller-retour de Guatémaltèques à leur travail ou à leurs établissements scolaires reste le calvaire quotidien de ces dernières décennies car, dans la pratique le Transurbain n'a jamais été opérationnel.

Par contre, l'argent est allé aux comptes privés et une bonne partie des équipements qui ont été achetés sont en proie à la rouille dans des dépôts.

Le Parquet et la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala, Cicig, ont signalé que plusieurs arrestations sont encore en suspens et que les enquêtes se poursuivent raison pour laquelle le nombre de personnes impliquées pourrait encore augmenter.

Une des personnes arrêtées est l'ex-ministre des finances, Alberto Fuentes Knigth, qui, au moment de son arrestation, occupait un important poste au sein de l'organisation humanitaire Oxfam, éclaboussée par un scandale de délits sexuels commis en Haïti.

Bien que l'affaire soit grave, elle ne surprend pas les Guatémaltèques qui ont déjà vu d'autres gouvernants impliqués dans des scandales de ce type.

Tel est le cas d' Alfonso Portillo (2000-2004), qui, en 2010, a été arrêté pour blanchiment international d'argent et ensuite extradé vers les États-Unis où il a purgé deux ans de prison. Plus récemment, l'on a assisté la chute de l'ex-président Otto Pérez Molina et de la vice-présidente Roxana Baldetti, liés à une fraude fiscale et douanière qui leur aurait rapporté des millions de dollars. Tous les deux sont en prison en attendant le procès auquel ils pourraient être condamnés à de lourdes peines de prison.

Mais ce type de délit n'est pas seulement commis dans les hautes sphères du pouvoir. Beaucoup de Maires, de députés et d'autres autorités sont souvent accusés d'irrégularités administratives ou financières de tout type comme si, au Guatemala, l'exercice de n'importe de quel poste impliquait nécessairement la possibilité de détourner de l'argent ou tout simplement de voler.

Ce sont des délits d'autant plus graves qu'il s'agit d'un pays pauvre avec des inégalités profondes où des millions de personnes n'ont pas accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable, à l'électricité et à d'autres services tandis que leurs gouvernants remplissent leurs poches avec impudence.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/155253-guatemala-pays-de-la-corruption-eternelle>



Radio Habana Cuba